

FEMMES ET HOMMES DANS LA SOCIÉTÉ IDÉALE : LES SOCIÉTÉS ÉCONOMIQUES DES AMIS DU PAYS DANS L'ESPAGNE DES LUMIÈRES¹.

À la fin du 18^e siècle eut lieu en Espagne un débat au sujet de l'admission des femmes au sein de la Société Économique des Amis du Pays de Madrid. Fondée en 1775, celle-ci était l'une des premières et des plus importantes de ces institutions réformistes, qui avaient été créées dans plusieurs villes espagnoles dès les années 70 et étaient constituées de nobles à l'esprit éclairé, d'ecclésiastiques réformistes, de juristes, de grands propriétaires ruraux et, dans une moindre proportion, de bourgeois. Ces sociétés avaient comme objectif de stimuler l'accroissement de la production, le développement technologique, l'éducation et la bienfaisance, à travers la discussion et la mise en pratique de projets. Ses promoteurs avaient comme modèles les académies et les sociétés qui, avec l'appui de l'État ou sur initiative privée, fleurirent dans l'Europe des Lumières, de Saint-Petersbourg à l'Angleterre, de la Suède jusqu'à la Toscane; plus particulièrement, ils s'inspiraient aux exemples des sociétés économiques irlandaises et britanniques et des sociétés d'agriculture françaises². La première d'entre elles fut la Société Basque des Amis du Pays officialisée en 1765 à partir d'un cercle informel (*tertulia*) de nobles qui se réunissait depuis 1748, et qui devait maintenir tout au long de cette deuxième moitié du 18^e siècle un caractère intel-

1. Ce travail s'insère dans le projet HAR2008-04113, financé par le Ministère de Science et Innovation (Espagne). Je remercie Gérard Brey de m'avoir donné l'opportunité d'en discuter une première version dans le cadre du Séminaire de l'Unité de Recherches *Littérature et histoire des pays de langues européennes* de l'Université de Franche Comté, et aussi, avec Patrick Bégrand et Rudy Chaulet, pour son aide à la traduction française.

2. Étienne François (éd.), *Sociabilité et société bourgeoise en France, en Allemagne et en Suisse*, Paris, Éditions Recherches sur les Civilisations, 1986.

lectuellement audacieux. Les gouvernements de Charles III (1759-1788) encouragèrent ces institutions dans une perspective dirigiste, les considérant comme d'indispensables organes de collaboration et courroie de transmission des réformes officielles.

Bien que le dynamisme de ces institutions ne fût pas toujours à la hauteur de leurs ambitions et varia beaucoup selon les cas, l'historiographie actuelle tend à considérer que dans leur ensemble les Sociétés Économiques déployèrent une activité réformatrice non négligeable dans divers domaines³. Dans celui de l'éducation, par le biais d'établissements rénovateurs destinés aux élites (comme le Séminaire Royal de Bergara), de la promotion de chaires de savoirs modernes (Botanique, Chimie, Minéralogie, Économie politique) ou encore de la création d'écoles populaires. Dans celui de l'amélioration de la production agricole et manufacturière, leur action consista à débattre sur des mémoires et à primer des études et des expérimentations pratiques sur des cultures, des techniques et des matériels nouveaux, ou à faire connaître par la traduction des ouvrages étrangers; on doit noter ici le mélange des influences de la science économique naissante, particulièrement de la physiocratie (surtout à travers Mirabeau et Quesnay), du mercantilisme tardif (Forbonnais), des apologues du luxe et du commerce (Coyer, Hume) et du libéralisme (Smith⁴). Elles se soucièrent également de promouvoir des mesures de bienfaisance (en dotant les jeunes filles pauvres ou en distribuant de la nourriture) et d'étudier l'amélioration du système d'assistance. Enfin, elles recueillirent, à la demande du gouvernement, une information statistique concernant les régions où elles étaient implantées.

Tout aussi intéressante que l'étude de leurs activités concrètes, est toutefois l'analyse de leur discours public, c'est-à-dire la manière dont les membres de ces institutions et les Sociétés elles-mêmes de

3. Gloria Franco, « Las Sociedades Económicas de Amigos del País: un observatorio privilegiado para la práctica política y el nacimiento de la ciudadanía en el Antiguo Régimen », dans Jesús Astigarraga, M. Victoria López-Cordón, José M. Urkia (éds), *Ilustración, ilustraciones*, Donostia, Real Sociedad Bascongada de los Amigos del País-Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales, vol. 1, p. 351-368.

4. Jesús Astigarraga, *Los ilustrados vascos. Ideas, instituciones y reformas económicas en España*, Barcelona, Crítica, 2003.

façon collective, envisageaient d'exercer un rôle fondamental dans la réforme et la modernisation de la société espagnole. Conçues par le ministre Pedro Rodríguez Campomanes comme un relais des Lumières officielles, comme des « associations politiques » chargées de diffuser « l'amour du Roi et de la Patrie » et de collaborer avec les projets de contrôle et de développement propres à l'absolutisme éclairé, on vit cependant se développer dans quelques cas (et particulièrement au sein de la Société Basque) des manières de concevoir l'activité et la représentation politique qui s'éloignèrent petit à petit de la monarchie absolue pour jeter les bases du premier libéralisme espagnol⁵.

Les membres des Sociétés Économiques considéraient ces institutions comme des corps représentatifs d'un opinion publique choisie parmi l'élite de la société, davantage pour son « mérite » et son éducation que pour sa naissance, et légitimées en raison de leur vocation à servir « l'intérêt général », à « l'utilité publique ». Ils concevaient leur propre activité en leur sein comme une mission « patriotique » et désintéressée à travers laquelle ils exerçaient leur condition de « citoyens », un concept qui généralement ils entendaient dans le cadre du langage politique du despotisme éclairé, sans lui donner aucune connotation révolutionnaire. Le terme « citoyen » s'identifiait dans ce contexte à celui d'« ami du pays », et désignait des individus qui se considéraient socialement responsables, conscients des devoirs civiques liés à leur fortune, leur position et leur éducation, qui les obligeaient à participer à l'amélioration de leur patrie, en même temps que respectueux sujets d'un monarque éclairé. À la mort de Charles III en 1788, Jovellanos, dans son éloge funèbre au souverain, insista parmi ses réussites sur le fait d'avoir encouragé ces « corps patriotiques, modèle d'institutions politiques », chargés de veiller sur « tous les objets du profit commun » et fit l'éloge de leurs membres

5. Antonio Elorza, *La ideología liberal de la Ilustración española*, Madrid, Tecnos, 1970. José M. Portillo, *Revolución de nación : orígenes de la cultura constitucional en España*, Madrid, BOE, 2009. Sur le cas très spécifique de la Société Basque et sa notion de soi-même comme un « corps de nation » quei représentait les trois provinces basques, voir Astigarraga, *Los ilustrados vascos*, p. 49. Pour la relation entre amitié (privée) et patriotisme, Cécile Mary Trojani, *L'écriture de l'amitié dans l'Espagne des Lumières : la Real Sociedad Bascongada de los Amigos del País, d'après la source épistolaire*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2004.

en tant qu'« amis du bien public »; tout cela avant de ressentir dans sa propre chair, une dizaine d'années plus tard, la fragilité, les ambiguïtés et les limites de ce réformisme éclairé, que devaient le conduire en exil et en prison⁶.

Ces Sociétés Économiques, comme de nombreuses autres sociétés, académies ou cercles de diverse nature qui constituèrent au 18^e siècle les manifestations de la sociabilité comme forme et pratique distinctive des Lumières, prétendaient s'ériger en exemples de rationalité et de convivialité, non seulement en raison de la respectabilité de leurs objectifs, mais également de leurs normes d'admission elles-mêmes et leurs modes de fonctionnement. Elles se concevaient comme des modèles à l'échelle de la société idéale envisagée par les esprits éclairés, et fonctionnaient selon des critères d'admission fondés sur le mérite (davantage que sur le rang ou les influences et les relations personnelles), de libre discussion, de collaboration désintéressée et de rapport égalitaire entre les adhérents. Principes qui, est-il nécessaire de le souligner, n'étaient pas nécessairement respectés dans la pratique, mais qui définissaient toute une notion émergente de la sphère publique éclairée comme cadre légitime (théoriquement ouvert, mais implicitement sélectif et élitiste) de l'expression et de la formation de l'opinion⁷. C'est cet imaginaire symbolique, qui donnait du sens à la constitution et le fonctionnement des Sociétés Économiques, qui permet de comprendre pourquoi c'est en leur sein que le débat sur la nature, les responsabilités et les espaces sociaux que devaient occuper hommes et femmes, qui se déroule tout au long du siècle dans de multiples domaines, aussi bien en Espagne que dans le reste de l'Europe, revêtit une ampleur particulière et des conséquences politiques explicites.

Le débat public sur l'admission des femmes commença en 1775, fut interrompu (pour des raisons qui nous sont inconnues)

6. Gaspar Melchor de Jovellanos, « Elogio a Carlos III », *Poesía. Teatro. Prosa*, Madrid, Taurus, 1980, p. 176 et 164.

7. Jürgen Habermas, *Historia y crítica de la opinión pública. La transformación estructural de la vida pública*, México, Gustavo Gili, 1990. Roger Chartier, *Espacio público, crítica y desacralización en el siglo XVIII. Los orígenes culturales de la revolución francesa*, Barcelona, Gedisa, 1995. James Van Horn Melton, *The Rise of the Public in Enlightenment Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

et repris onze ans plus tard. La raison pour laquelle cette question revint sur le tapis fut l'admission en 1785, à titre exceptionnel, de deux dames de la plus haute aristocratie : la duchesse d'Osuna et la jeune Isidra de Guzmán, investie cette même année en reconnaissance de son érudition et à l'initiative du roi Charles III, docteur et titulaire de chaire honoraire de l'Université d'Alcalá. Ces admissions s'inscrivaient dans la dynamique générale de l'Europe du moment, qui avait consisté au fil des années à admettre, de façon exceptionnelle, des femmes dans des institutions culturelles et artistiques qui par tradition les en excluaient, sans introduire aucun changement dans leurs statuts respectifs⁸.

Lors de la discussion s'affrontèrent les partisans de l'exclusion des femmes, compatible avec l'attribution occasionnelle d'une telle distinction, et ceux qui estimaient ces admissions comme un premier pas devant être suivi d'une participation féminine régulière. Ces deux points de vue furent développés dans différents mémoires rédigés par certains membres ou remis à la Société pour être lus lors des réunions : plusieurs d'entre eux furent publiés plus tard dans des publications périodiques comme le *Memorial literario* de Madrid, le *Mercur de France* et le *Journal Encyclopédique*. Parmi ceux qui exprimèrent leur avis figurent quelques membres célèbres de la Société Économique, comme le ministre Campomanes, le juriste éclairé Gaspar Melchor de Jovellanos, le professeur Ignacio López de Ayala ou le banquier d'origine française Francisco Cabarrús, ainsi que Josefa Amar de Borbón, qui remit un mémoire publié plus tard sous le titre de *Discours en défense de l'intelligence des femmes et de leur aptitude au gouvernement et autres charges réservés aux hommes*, et traduit en italien en 1789 et 1810⁹.

8. Londa Schiebinger, *The Mind has No Sex? Women and the Origins of Modern Science*, Harvard University Press, 1989.

9. Mónica Bolufer, *Mujeres e Ilustración. La construcción de la feminidad en la España del siglo XVIII*, Valencia, Institució Alfons el Magnànim, 1998, chapitre 8 ; Paula de Demerson, *María Francisca de Sales y Portocarrero, condesa de Montijo. Una figura de la Ilustración*, Madrid, Editora Nacional, 1975 ; Sally Ann Kitts, *The Debate on the Nature, Role and Influence of Woman in Eighteenth-Century Spain*, Lewiston-Queenston-Lampeter, The Edwin Mellen Press, 1995, chapitre 5 ; Theresa Ann Smith, *The Emerging Female Citizen : Gender and Enlightenment in Spain*. Berkeley, University of California Press, 2000, chapitre 3.

L'intensité du débat et le fait qu'il déborda largement le cadre de la société madrilène pour atteindre l'opinion publique espagnole et, dans une certaine mesure, européenne, de même que ses ressemblances inattendues avec celui qui, peu après, allait agiter la France révolutionnaire à propos de la citoyenneté féminine, suggèrent que ce sujet va bien au-delà de la question concrète de départ consistant à savoir si un nombre réduit de dames pouvait ou non faire partie d'une institution et participer à ses activités. À l'origine de ce dilemme, ce dont il est question est d'ordre politique et social. Un problème dont la résolution était tenue pour cruciale pour le bon ordre non seulement de ces sociétés, mais de la société espagnole dans son ensemble et qui impliquait, en dernière instance, de se demander quels devaient être, dans les domaines aussi bien pratique que symbolique, les espaces et les responsabilités à attribuer aux deux sexes dans les projets du réformisme et dans son imaginaire social.

Durant la première moitié du siècle, ce débat avait connu un épisode significatif avec la publication, en 1726, de la *Defensa de las mujeres* (Défense des femmes) du moine bénédictin éclairé Benito Jerónimo Feijoo¹⁰. En se fondant sur une distinction entre esprit et matière, proche du dualisme cartésien, Feijoo y soutenait l'égalité intellectuelle et morale des sexes (« l'Âme n'est ni mâle ni femelle ») ; son texte déclencha un long échange polémique qui allait durer jusqu'à 1750. Lors de la seconde moitié du siècle, en général, le discours sur la supériorité ou l'infériorité explicites d'un sexe sur l'autre s'orienta vers des interprétations qui (admettant parfois, de manière formelle et rhétorique, leur égalité de capacités comme une évidence déjà démontrée), soulignaient leur « complémentarité ». Celle-ci se présentait en effet dans un sens déterministe, comme un fait de nature, ou bien, d'un point de vue utilitaire, comme une division d'espaces et de fonctions qui convenaient au bon ordre de la société, ordre dans lequel on assignait aux hommes, une responsabilité particulière dans le domaine public, et aux femmes, le devoir de s'occuper du bien-être de la famille et de l'éducation morale des enfants, conformément au nouvel idéal de

10. Bolufer, *Mujeres e Ilustración...*, chapitre 1, et « *Neither male, nor female: rational equality in the Spanish Enlightenment* », dans Barbara Taylor et Sarah Knott (éds), *Women, gender and Enlightenment*, Londres, Palgrave, p. 389-409.

la famille sentimentale. Cependant, le courant rationaliste continua à alimenter également tout au long du siècle un discours d'égalité intellectuelle entre les sexes qui soutenait que la raison, trait distinctif de l'espèce, appartenait aux deux à part égale.

C'est dans ce contexte culturel que se déroula le débat de la Société Économique et qu'il mobilisa ces idées, largement diffusées parmi les élites des Lumières. Il ne s'agissait pas d'un affrontement entre réformateurs éclairés et misogynistes traditionalistes, mais d'une façon plus intéressante, d'une fissure et d'un désaccord entre les esprits éclairés eux-mêmes, comme le prouve le fait que des personnages unis par des relations d'amitié et certaines affinités idéologiques (comme Cabarrús et Jovellanos) aient adopté à ce propos des positions irréconciliables. Même en partageant (jusqu'à un certain point) les objectifs du réformisme (l'augmentation de la production, la modernisation de la culture espagnole et son lien avec l'Europe, l'ordre social et la reconnaissance du « mérite », etc.) ainsi que toute une rhétorique reposant sur des notions telles que celles de « raison », d'« utilité » ou de « progrès », ils divergeaient à propos du rôle que leur vision de l'organisation sociale attribuait aux deux sexes.

Ce débat incarne donc la tension entre deux discours opposés, tous deux enracinés dans les présupposés philosophiques et les préoccupations sociales du réformisme du 18^e siècle. D'un côté, le discours au ton « rousseauiste » qui attribuait aux femmes, au nom des Lumières, une responsabilité sociale et civique définie exclusivement en fonction de son rôle domestique (lequel se présentait à son tour comme la conséquence de sa nature physique, morale et sentimentale particulière), et n'envisageaient qu'avec méfiance d'autres formes de participation féminine dans les espaces sociaux¹¹. De l'autre, une façon de raisonner qui présentait leur accès à la Société Économique comme une exigence inéluctable des Lumières, légitimant ainsi pour elles d'autres formules de participation dans les entreprises du réformisme. Il n'est pas facile de dessiner les contours idéologiques ou sociaux dans lesquels situer telle ou telle posture, qui ne correspondent pas exactement à la

11. Lieselotte Steinbrügge, *The moral sex: women's nature in the French Enlightenment*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

division qui s'instaure généralement, dans les dernières années du règne de Charles III et à l'époque de Charles IV, entre les réformistes d'Ancien Régime et les représentants d'un libéralisme naissant. Le libéralisme économique, social et même politique, ne va pas nécessairement de pair avec une vision plus « libérale » de la différence des sexes et de leurs relations, et dans de nombreux cas ce fut même le contraire qui se produisit, comme le montre l'exemple du détracteur le plus connu de l'admission des dames dans la société, fervent rousseauiste y compris dans sa défense d'une stricte division des espaces entre hommes et femmes.

François de Cabarrús était un homme d'affaires d'origine française, établi en Espagne, dont l'œuvre et l'activité politique sont pleines de paradoxes : auteur d'un ouvrage, les *Lettres sur les obstacles que la nature, l'opinion et les lois opposent au bonheur public*, qui représente la facette la plus libérale et anticléricale des Lumières tardives en Espagne, il défendit la liberté économique et critiqua l'absolutisme, qu'il servit cependant comme financier, et la profonde influence du *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* de Rousseau ne l'empêcha pas de solliciter et obtenir un titre de noblesse¹². Son mémoire, lu le 17 mars 1786 (et traduit dans le *Mercure de France* le 24 mars 1787), est la seule manifestation publique contre l'admission des dames, mais on peut bien penser qu'il représentait une opinion plus ou moins répandue parmi les membres de la Société Économique et de la société espagnole tout court¹³. Cabarrús considérait que la présence des femmes dans les espaces sociaux des hommes pouvait les distraire de leurs occupations sérieuses pour les plonger dans la recherche frivole des faveurs de ces dames. Implicitement selon lui, la sexualité des femmes constituait une menace qui empêchait les deux sexes

12. Francisco de Cabarrús, *Cartas sobre los obstáculos que la naturaleza, la opinión y las leyes oponen a la felicidad pública*, Madrid, Fundación Banco Exterior, 1990. Elorza, *La ideología liberal...*, ch. 7; Jesús Cruz, *Los notables de Madrid. Las bases sociales de la revolución liberal en España*, Madrid, Alianza, 2000, p. 179-196.

13. Francisco de Cabarrús, *Memoria sobre la admisión y asistencia de las mujeres en la Sociedad Patriótica*, dans Olegario Negrín Fajardo (éd.), *Ilustración y Educación. La Sociedad Económica Madrileña*, Madrid, Editora Nacional, 1984, p. 150-156. *Mercure de France*, 24 mars 1787, p. 176-186.

de collaborer dans un registre différent de celui de la galanterie ou du rapport amoureux.

Les circonstances l'avaient obligé à admettre les deux aristocrates qui avaient été admises en 1785, et si Cabarrús soulignait que ces cas étaient exceptionnels (« viriles », d'après lui, par leurs vertus) c'était pour rendre plus explicite une future norme d'exclusion: « fermons pour toujours la porte à leur sexe et ne laissons dissimuler, par un précédent, les inconvénients d'une loi¹⁴ ». Il s'écartait de la logique du privilège, spécifique à la société de l'Ancien Régime, exprimée dans la pensée de certains contemporains qui toléraient l'existence de femmes exceptionnelles en vertu de leurs « mérites » particuliers ou de la puissance de leur famille, pour s'engager vers des principes libéraux, moins propices à admettre l'exception. Son opposition véhémement et ses arguments qui invoquaient « l'ordre aussi ancien que le monde, qui dans tous les temps et en tous lieux, les a exclues des délibérations publiques », décrétaient l'incompatibilité entre les activités publiques des femmes et leurs devoirs familiaux, ou, plutôt, comme alternative à leur présence dans les espaces publics, un tableau idéal de félicité domestique où l'édification sentimentale et morale du foyer était pleine de résonances politiques¹⁵. Son argumentation coïncidait avec celle que des années plus tard allaient déployer les révolutionnaires français opposés au fait d'accorder aux femmes les nouveaux droits de la citoyenneté et, plus largement, toute la propagande révolutionnaire qui exhortait les femmes à renoncer à l'activité politique pour se consacrer à la vie domestique, entendue comme une obligation civile, un modèle qu'aussi bien Cabarrús que les révolutionnaires français avaient emprunté fondamentalement à Rousseau¹⁶.

Les mémoires favorables à l'admission des femmes s'écartaient, à des degrés divers selon les cas, de ce modèle d'organisation sociale basé sur la différenciation radicale des qualités, aptitudes et penchants des sexes et de leurs compétences et responsabilités respectives. Bien que divergeant entre eux quant aux formules concrètes de l'admission des femmes (à propos de la contribution financière des

14. Cabarrús, *Memoria...*, p.151.

15. *Ibidem*, p. 152.

16. Elisabeth Badinter (éd.), *Paroles d'hommes (1790-1793) : Condorcet, Prudhomme, Guyomar...*, Paris, POL, 1989.

adhérentes, de leur intégration dans la Société ou leur organisation en corps séparé, des tâches qui leur incombaient), tous ces discours partaient des principes fondamentaux dans la conception éclairée de la société. Dans la perspective utilitaire propre au réformisme, certains des défenseurs consacrèrent leurs efforts à convaincre les adhérents des bénéfiques que tirerait la société espagnole de la participation des femmes à ces institutions. On pensait que les activités instructives et les préoccupations des Sociétés Patriotiques stimuleraient chez les dames des valeurs et des attitudes dignes d'une élite éclairée se donnant pour telle, et détourneraient leur attention des pratiques de vie « frivoles » de leurs égales au profit de la modération dans la dépense, de lectures formatrices, de l'éducation civique et morale de leurs enfants, de la gestion rationnelle de leur foyer et de la surveillance de leurs domestiques. À leur tour, leurs activités caritatives envers les femmes de condition inférieure et leur exemple même contribueraient à diffuser ces vertus au sein des classes populaires. Les partisans de l'admission partageaient les conceptions de leur époque à propos de l'assignation de responsabilités sociales distinctes et complémentaires des hommes et des femmes. Toutefois, ils n'entendaient pas la sphère d'action des femmes comme étant réduite exclusivement à leur foyer, mais concevaient son influence sociale dans un sens plus large et comme étant susceptible d'inclure également des formes de sociabilité mixte et des activités éducatives et réformistes en dehors du strict cercle domestique.

Le second argument qui joua un rôle central dans cette polémique appelait, davantage qu'à des critères pragmatiques d'utilité, à un concept théorique de « raison » et même à un sentiment moral de « justice ». Pour ceux qui raisonnaient ainsi, admettre les femmes dans la Société était la conséquence qui découlait du fait qu'on acceptait, dans la ligne du rationalisme éclairé, que « les entendements n'ont pas de sexe et que les âmes ne se différencient pas des corps », ainsi que l'avait affirmé José Marín¹⁷. Ignacio López de Ayala, en particulier, élaborait son texte comme une dissertation philosophique sur l'égalité naturelle des sexes en prenant comme point de départ l'unité de l'espèce humaine, fon-

17. « Memoria de D. Manuel José Marín sobre la utilidad que puede resultar de la admisión de mujeres en la Sociedad Económica », dans Negrín, *Ilustración...*, p. 133-143 (citation p. 139).

dée sur l'attribut commun de la raison. Selon lui, cette égalité ne pouvait être remise en question en un « siècle éclairé » et moins encore au sein d'une institution qui se prétendait représentative et favorable aux Lumières; sa reconnaissance et sa mise en œuvre dans l'ordre social constituaient un signe nécessaire du progrès des temps: « En ce siècle, et encore plus en ce lieu, ne se doit disputer que la femme est capable de toute l'instruction et de presque tous les travaux des hommes¹⁸. » On se rapprochait ainsi des points de vue qu'allait développer Condorcet quelques années plus tard, aussi bien dans son discours *Sur l'admission des femmes au droit de cité* (1790) que dans son *Esquisse d'un tableau sur les progrès de l'esprit humain* (1795).

Contre Cabarrús, qui avait invoqué en sa faveur la tradition immémoriale et les lois immuables de la nature, les défenseurs de l'admission admirent que celle-ci, si elle était acceptée, constituerait une nouveauté significative et une rupture importante avec le passé. Elle fut qualifiée de « révolution politique » par Jovellanos, tandis que Josefa Amar souligna l'importance capitale d'une décision dans un sens ou dans l'autre (« il s'agit seulement de faire des femmes les égales des hommes, de leur donner une place dans leur assemblée et de conférer avec eux de thèmes graves, une chose qui semble en dehors de l'ordre établi et même extravagante¹⁹ »).

Tous s'efforcèrent de présenter cette nouveauté en termes d'avancée nécessaire, de progrès logique d'une société qui se voulait et s'imaginait en marche vers les Lumières. C'est pourquoi, Josefa Amar ne se priva pas de signaler que les Sociétés Économiques elles-mêmes constituaient des institutions nouvelles, sans antécédents directs, qu'elles avaient leur propre raison d'être et leur justification dans l'effort de modernisation de la société espagnole, et qu'elles ne devaient pas constituer un « sanctuaire » interdit aux

18. *Memoria de D. Ignacio López de Ayala sobre si las señoras se deben admitir como individuos en las Sociedades*, dans Negrín, *Ilustración...*, p. 176-183 (citation p. 176).

19. Josefa Amar, *Memoria sobre la admisión de señoras en la Sociedad* (publié dans le *Memorial literario*, volume VIII, 1786, p. 400-430, avec le titre : *Discurso en defensa del talento de las mujeres y de su aptitud para el gobierno y otros cargos en que se emplean los hombres*), dans Negrín, *Ilustración...*, p. 162-176 (citation p. 170).

femmes. Plus encore, dans un discours postérieur, elle fit remarquer qu'en donnant un avis en faveur des dames, Charles III avait pris une décision qui pouvait servir d'exemple à l'Europe, cela ne pouvant que flatter celui qui aspirait à apparaître comme un ami du progrès et un gouvernant éclairé de dimension européenne²⁰.

Le mémoire de Josefa Amar ajouta aux arguments déployés par d'autres défenseurs de l'admission une perspective différente, celle d'une femme éclairée qui se savait impliquée d'une manière distincte dans la question objet du débat. Josefa Amar ne s'identifiait pas avec un modèle de féminité limitée dans ses capacités intellectuelles et esclave de sa sensibilité. Au contraire, sa conviction sur le « mérite » et la raison des femmes trouvait ses racines dans sa trajectoire vitale et son intense activité intellectuelle et sociale, qui lui valut une remarquable notoriété publique²¹. Josefa Amar fut la seule femme espagnole qui intervint publiquement dans le débat. Sa réputation naissante d'écrivaine et de traductrice ainsi que sa condition de première dame admise dans une de ces Sociétés, celle d'Aragon, en 1782, lui octroyait, aux yeux du public cultivé une légitimité pour se prononcer sur ce sujet. En tant que femme et mettant en évidence sa propre expérience en guise de témoignage, Josefa Amar assumait la voix de son sexe dans un débat dont elle avait entrevu la portée théorique et pratique. Elle visait à utiliser à son avantage le discours des Lumières, qui, à différence du discours misogyne traditionnel, n'osait pas affirmer sans ambages l'infériorité des femmes, mais qui n'envisageait pas non plus de mener jusqu'à leurs dernières conséquences les implications de l'égalité. En 1790 elle publia son *Discours sur l'éducation physique et morale des femmes*, qui avait comme point de départ et prémisse indiscutable l'égalité des capacités intellectuelles entre les femmes et les hommes : « Celui qui doute de cette vérité ferme les yeux devant la lumière²². »

20. Josefa Amar, « Discurso gratulatorio », *Diario de Madrid*, 26 janvier 1788, p. 102.

21. M. Victoria López-Cordón, *Condición femenina y razón ilustrada : Josefa Amar y Borbón*, Zaragoza, Prensas Universitarias de Zaragoza, 2005.

22. Josefa Amar, *Discurso sobre la educación física y moral de las mujeres*, Madrid, Cátedra, 1994, p. 69.

Pour Josefa Amar, l'existence de la raison chez les femmes n'était pas une pure question de rhétorique. L'inexcusable et, pour elle, douloureuse absence de sa pleine reconnaissance dans une société éclairée, constituait les bases de son travail intellectuel et l'argument pour obtenir de plein droit l'admission dans un cercle éclairé. Josefa Amar employa le concept de « dépendance » comme opposé et complémentaire à celui d'« esclavage » pour miner la complaisance avec laquelle les esprits éclairés envisageaient les relations entre les deux sexes en Europe, les considérant comme des exemples raisonnables de modération opposés à « l'oppression », et à la « brutalité », que l'on attribuait à la civilisation islamique. Au contraire, elle visait à dénoncer les formes les plus subtiles d'inégalité qu'elle décelait dans sa propre société. Consciente que, dans le domaine social, les femmes « bannies des prix et des récompenses », privées de « la majesté du sceptre, de la gravité de la toge, et des trophées militaires », n'obtenaient pas les mêmes reconnaissances de leur talent que les hommes et ayant eu l'expérience des limites que, même une femme aussi connue qu'elle, rencontrait pour satisfaire ses ambitions intellectuelles et sociales, Josefa Amar comprit l'importance de trouver dans la Société Économique l'espoir d'une ouverture sociale, et d'empêcher qu'elle ne se transformât en un « nouveau sanctuaire » ou un « mur de séparation²³ ».

Le débat fut tranché par l'intervention du monarque Charles III, qui, par Décret Royal du 27 août 1787, imposa la fondation d'une Section de Dames (« Junta de Damas ») annexe à la Société Économique, et à laquelle il était clairement recommandé de prendre en charge les travaux « propres à leur sexe », définis dans le décret comme l'éducation et la réforme du luxe. Elle était composée au départ de quatorze dames de la plus haute noblesse, désignées par une comisión composée par des membres de la Société Économique. Une fois constitué, elle augmenta à la demande de ses adhérentes le nombre de ses membres, qui était de quatre-vingt trois en 1800; en reconnaissance pour sa figure et sa brillante intervention dans le débat, Josefa Amar fut élue par un vote unanime lors de la première séance en 1787.

23. Amar, *Discurso en defensa...*, p. 169 et 170.

Au cours des années suivantes, cette Section des Dames assumait, à la demande de la Société Économique ou sur sa propre initiative, d'autres compétences en matière d'éducation et de bienfaisance: elle se chargea de gérer les quatre écoles professionnelles pour filles pauvres qui fonctionnaient à Madrid, une institution chargée de fournir des matières premières aux travailleuses du textile de la capitale, et enfin de l'assistance aux femmes des prisons madrilènes. De même, elles demandèrent et obtinrent la gestion de l'hôpital pour enfants abandonnés de la capitale et en appelèrent aux intérêts du réformisme pour limiter leur mortalité et les former comme main d'œuvre productive, en insistant sur le fait que leur condition de femmes et de mères leur conférait une responsabilité particulière pour s'occuper de ce domaine.

Les relations entre cette Section de Dames et la Société Économique ne furent pas faciles. Le débat lui-même sur l'admission envisageait plusieurs possibilités depuis l'intégration formelle de dames dans l'institution afin de collaborer à ces objectifs sans assister aux réunions, jusqu'à l'intégration dans le fonctionnement de la société sans distinction de sexe, en passant par la formation d'un corps spécifique et distinct où les femmes développeraient leurs activités. C'est cette dernière option qui finalement fut imposée par le Décret Royal, lequel spécifiait en outre que cette Section des Dames devait être affiliée à la Société Économique comme organisme subordonné. Dans cet esprit, les statuts élaborés par une commission de sociétaires et approuvés par le roi en 1794, établirent que la Société devait superviser les activités de la Section, approuver son rapport annuel d'activités et les propositions de nouvelles admissions, intervenir dans ses rapports avec des organismes extérieurs, faire examiner par son censeur les mémoires rédigés par les adhérentes, et enfin assurer une préséance protocolaire lors des cérémonies officielles. Cependant, dans la pratique cette Section non seulement fonctionna de manière assez autonome, mais, par le biais des charges de direction (détenues dans les premières années par la duchesse d'Osuna et la comtesse de Montijo), elle repoussa l'immixtion de la Société dans ses activités et défendit par écrit son caractère de corps indépendant, lié certes, mais pas subordonné, à la Société Économique.

La présence de femmes dans d'autres Sociétés Économiques espagnoles fut, en général, sporadique et plus tardive. Quelques-

unes d'entre elles envisagèrent la possibilité de créer une Section de Dames, pour finir par la rejeter, comme celles de Saragosse, Burgos et Toledo ; certaines, comme celle du Pays Basque, s'en tinrent à la ligne des admissions individuelles et honorifiques. D'autres enfin finirent par constituer à la fin du 18^e siècle ou au long du 19^e siècle des Sections de Dames, imitant le modèle madrilène : celles de Murcie, de Grenade, Jaén (1820), Cadix (1827), Léon (1840-45) ou Las Palmas (1871). Partout, de façon explicite ou tacite, les sociétaires n'avaient pas le droit d'assister aux assemblées générales. On leur assignait des compétences considérées comme un prolongement sur le plan social de leurs responsabilités domestiques en tant que mères et épouses : tâches d'éducation et de bienfaisance, et spécialement celles qui les mettaient en contact avec des êtres de leur sexe (prisonnières, filles pauvres) ou des enfants (nouveaux-nés abandonnés) ; et, tout comme dans le cas de Madrid, il était entendu qu'elles devaient se soumettre à la supervision et au contrôle des Sociétés masculines. Celles qui faisaient partie de ces associations préservèrent jalousement ce qu'elles considéraient comme leur sphère d'activité et de responsabilité, en s'appuyant sur une interprétation particulière des discours qui leur reconnaissaient des rôles sociaux et des qualités morales différenciés de ceux des hommes. Elles le firent, comme le montre les cas de Madrid et Cadix, fréquemment en conflit avec les Sociétés Économiques ou avec des gouvernements locaux pour des questions de compétences et de protocole, signe de l'indépendance avec laquelle elles aspiraient à développer leur activité et de l'obstination avec laquelle elles assumèrent cet espace de pouvoir²⁴.

Je crois qu'on peut affirmer, sans forcer le sens des concepts, que dans le débat à l'intérieur des Sociétés économiques, deux concep-

24. Gloria Espigado, « La Junta de Damas de Cádiz : entre la ruptura y la reproducción social », dans María José De la Pascua et Gloria Espigado (éds), *Frasquita Larrea y Aherán. Españolas y Europeas entre la Ilustración y el Romanticismo*, Cádiz, Universidad de Cádiz, 2003, p. 243-266. Gloria Espigado, « La marquesa de Villafranca y la Junta de Damas de Fernando VII » et Elisa Martín-Valdepeñas, « Afrancesadas y patriotas : la Junta de Honor y Mérito de la Real Sociedad Económica Matritense de Amigos del País », dans Irene Castell, Gloria Espigado et M. Cruz Romeo (éds), *Heroínas y patriotas. Mujeres de 1808*, Madrid, Cátedra, 2009, p. 317-342 et 343-370.

tions de la citoyenneté féminine se sont en quelque sorte affrontées dans les discours politiques et dans les pratiques du réformisme éclairé, qui définissaient, de manière assez vague, le citoyen: personne (sous-entendu : cultivée et disposant d'une certaine aisance économique) soucieuse du « bien public », consciente de ses responsabilités et disposée à les assumer. Pour certains esprits des Lumières, la seule voie par laquelle les femmes pouvaient et devaient collaborer aux objectifs du réformisme passait par les répercussions publiques (morales, sociales et politiques) de leurs obligations domestiques en tant qu'épouses et mères de famille, redéfinies de manière plus exigeante et plus conforme au modèle de la famille sentimentale qui s'est développé dans les élites européennes au cours de la seconde moitié du 18^e siècle. Tel était le sens des nombreuses exhortations qui, à travers la littérature morale, pédagogique ou fictionnelle, établissaient un lien nécessaire entre ordre et moralité des familles et ordre social, en attribuant aux hommes et aux femmes des responsabilités différentes dans la construction de ce modèle domestique et civique. Par exemple, le médecin Jaime Bonells fustigeait en 1786 les femmes qui n'allaitaient pas leurs enfants en les rappelant à leurs devoirs civiques: « Quel châtimement serait assez dur pour ces femmes qui, liguées contre le bien public, font peser sur la patrie d'injustes fardeaux, grossissent les calamités frappant le genre humain et n'offrent à l'État que d'inutiles sujets²⁵. »

De même Cabarrús, pour qui la seule citoyenneté féminine envisageable, c'est l'accomplissement, au nom du bien public, des obligations domestiques. Dans cette perspective, il s'opposa à l'admission des femmes à la Société Économique, alléguant que leur activité en son sein les détournerait des travaux domestiques : « Comment espérer que soient Citoyennes celles qui délaissent leurs obligations de mère et d'épouse²⁶. » rejoignait ainsi, dans un contexte politique certes bien différent, l'idéal de maternité républicaine (« republican motherhood ») affiché par l'Amérique anglo-saxonne pendant la guerre d'Indépendance des Treize Colonies, visant à accompagner la participation active des femmes à

25. Jaime Bonells, *Perjuicios que acarrear al género humano y al Estado las madres que rehusan criar a sus hijos*, Madrid, Miguel Escribano, 1786, p. 358.

26. Cabarrús, *Memoria...*, dans Negrín, *Ilustración...*, p. 153.

l'activité politique des comités patriotiques en avançant que leur rôle dans la construction du nouvel état républicain devait être uniquement l'exercice d'une surveillance morale à l'intérieur du foyer et l'éducation de futurs citoyens vertueux²⁷. Il s'accordait aussi avec la conception rousseauiste de l'ordre idéal de la famille et de la société qui s'imposerait dans la France révolutionnaire, conception qui s'opposait à un autre courant prônant une définition de la citoyenneté applicable aux deux sexes.

Pour ceux qui défendaient en revanche la participation des femmes cultivées à cette forme de sociabilité réformiste, c'était un moyen légitime pour elles de contribuer à l'intérêt général, et de plus, un droit qui devait leur être accordé en tant qu'êtres rationnels. Ainsi pensait Juan Antonio Hernández de Larrea, censeur de la Société Économique Aragonaise : « s'opposer à ce que les femmes soient membres des "Sociétés Économiques" revient, selon moi, à vouloir les dépouiller de leur droit à la citoyenneté²⁸ ».

Par leur intégration au sein des Sociétés patriotiques, les femmes des élites éclairées obtinrent du fait de leurs activités une reconnaissance sociale et se présentèrent comme des sujets actifs de la réforme du pays, désireux d'exercer un certain type de « représentation publique », selon les termes de la comtesse de Montijo dans une lettre à Charles IV²⁹. Les dames s'emparèrent ainsi de la rhétorique réformiste qui assignait aux élites le devoir et le privilège d'agir en tant qu'« ami du pays », en étant partie prenante de l'opinion publique des Lumières et en impulsant des réformes qui mettent en œuvre l'idéal du réformisme: une société ordonnée, productive, où le consensus social l'emporte au milieu des inégalités, une société moderne et cultivée, en contact avec l'Europe et présidée par un monarque éclairé et une classe dirigeante bienveillante et sensible aux idées des Lumières. Dans la réalisation pratique de leurs engagements sociaux et dans le domaine de l'imaginaire, les femmes des élites éclairées défendirent des compétences spécifiques sur lesquelles on pût appuyer leur état de « citoyennes » au sens

27. Linda Kerber, *Women of the Republic. Intellect and Ideology in Revolutionary America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1980.

28. *Memorial Literario*, volume VIII, août 1786, p. 430.

29. Paloma Fernández Quintanilla, *La mujer ilustrada en la España del siglo XVIII*, Madrid, 1981, p. 151.

réformiste du terme, justifiées soit par le discours sur l'inégalité entre les hommes et les femmes, soit, le plus souvent, en mettant en avant les qualités et les fonctions différentes et complémentaires des deux sexes.

Les Sociétés Économiques et les Sections de Dames qui en dépendaient prolongèrent leur existence et leurs activités tout au long du XIX^e siècle au-delà du changement politique né de l'invasion napoléonienne et de la Guerre d'Indépendance qui implanta en Espagne un fragile régime libéral qui ne se consolidera que dans le deuxième tiers du siècle et qui définira la citoyenneté, dans son sens moderne maintenant, par la pleine possession de droits civils et politiques en excluant implicitement la population considérée comme dépendante (femmes et domestiques³⁰). Sous l'apparente continuité de leurs activités, les associations de femmes consacrées à des tâches réformatrices transformèrent subtilement leur sens en s'adaptant de plus en plus au discours qui sépare le domaine politique, réservé aux hommes, du domaine privé de la morale, appartenant à la sphère féminine, discours qui constitue l'axe de la société bourgeoise libérale.

Mónica BOLUFER PERUGA
Universitat de València

30. Gloria Espigado, « Las mujeres en el nuevo orden político », et M. Cruz Romeo, « Destinos de mujer: esfera pública y políticos liberales », dans Isabel Morant (dir.), *Historia de las mujeres en España y América Latina*, vol. 3, Madrid, Cátedra, 2006, pp. 27-60 et 61-83. Mónica Bolufer et Mónica Burguera (éds.), « Género y modernidad en España: de la Ilustración al liberalismo », *Ayer*, vol. 78 (2010).